

## Réfugiés palestiniens : l'ONU alerte sur le financement de son aide humanitaire

Par [Sophie Alary](#), le 15/11/2022 à 05h50

L'agence des Nations unies chargée de l'aide aux réfugiés palestiniens (UNRWA) s'inquiète de la continuité de ses services, alors que les réfugiés restent très dépendants de l'aide, notamment dans la bande de Gaza soumise depuis quinze ans à un blocus.



L'agence onusienne qui vient en aide aux réfugiés palestiniens (UNRWA) a besoin de 50 à 80 millions de dollars pour pouvoir poursuivre ses activités d'ici à la fin de 2022, a déclaré ce lundi 14 novembre son commissaire général, Philippe Lazzarini, faute de quoi elle devra réduire ses services ou ses critères d'admission. La situation est particulièrement critique dans la bande de [Gaza](#), sous embargo depuis quinze ans.

► Comment fonctionne l'UNRWA ?

L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés palestiniens au Proche-Orient (en anglais *United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East*) a été créé en 1949 pour venir en aide aux quelque 6,5 millions de réfugiés palestiniens actuellement répartis dans 58 camps dans la bande de Gaza, en Cisjordanie, au Liban, en Syrie et en Jordanie. De par ce statut spécifique, les réfugiés palestiniens sont les seuls au monde à ne pas dépendre du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Dans les pays où elle intervient, l'UNRWA assure l'essentiel des services en matière d'éducation, d'aide sociale et de santé. Son budget atteignait près de 1,2 milliard de dollars en 2021, dont plus de 40 % sont réservés à l'aide dans la bande de Gaza.

**ONU : le haut-commissaire aux réfugiés alerte sur les crises humanitaires oubliées**

Le déficit est estimé entre 50 et 80 millions de dollars US pour l'année 2022, selon Philippe Lazzarini, qui s'inquiète des risques de grèves et d'interruptions de services prolongées si les salaires des 28 000 employés locaux de l'agence ne sont pas couverts. Il a rappelé que plusieurs contributeurs (parmi les États, les agences onusiennes et des fondations) avaient encore baissé leur contribution en 2022.

► Pourquoi la situation est-elle particulièrement critique dans la bande de Gaza ?

Les réfugiés palestiniens enregistrés dans la bande de Gaza représentent près de 75 % des 2,3 millions habitants de ce petit territoire de 360 km<sup>2</sup> miné par la pauvreté et le chômage.

Depuis 2007 et la prise de pouvoir du Hamas dans la bande de Gaza, Israël impose un blocus terrestre, aérien et maritime qui a vidé l'économie palestinienne d'une grande partie de sa substance, blocus durci sur sa frontière égyptienne depuis le coup d'État militaire de 2013.

**À Gaza, « retrouver une vie normale permet de guérir les blessures de la guerre »**

Les opérations militaires qui se sont succédé depuis 2010 ont détruit un grand nombre d'infrastructures et contraint près de 80 % de la population à dépendre de l'aide internationale. Selon la Banque mondiale, les deux tiers de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté.

► Quel bilan humanitaire après quinze années de blocus ?

Sur cet espace parmi les plus densément peuplés au monde, l'eau, la nourriture, l'électricité se sont raréfiés. Pour Philippe Lazzarini, la situation est particulièrement critique dans le domaine de l'éducation : 40 % des étudiants ne mangeraient pas à leur faim, la détresse psychologique de ces derniers est de plus en plus criante et les enseignants ne sont parfois pas rémunérés depuis plusieurs mois. Le Commissaire alerte également sur l'effondrement des services de santé dans la bande de Gaza – comme au Liban et en Syrie : le système hospitalier n'est plus en capacité de couvrir les besoins des réfugiés palestiniens.

**Gaza : l'électricité, un instrument de coercition politique et militaire**

Selon le docteur Ahmed Abu Teir, qui travaille pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à Gaza, « le blocus imposé par Israël pénalise tout particulièrement les importations de médicaments et de matériel médical : les hôpitaux et les centres de santé ne sont plus en mesure de fonctionner normalement et des milliers de patients sont en manque de soins, qu'il s'agisse d'opérations lourdes ou de traitements de pathologies chroniques ».

Sophie Alary